

Conférence de presse du 12 mars 2026 (en préparation des manifestations du 14 mars contre le racisme)

La conférence de presse est organisée par des associations d'immigrés.

Elle a lieu au Foyer des Mûriers, dans le XXème arrondissement, là où résidait **El Hacen Diarra**, assassiné par la police le 14 janvier 2026.

Sont présents à la tribune **le cousin d'El Hacen Diarra**, le **Réseau d'Entraide Vérité et Justice des familles des victimes de violences policières**, le **Collectif des Sans-Papiers du département 75**, le **Marche des Solidarités**, le **Collectif des jeunes du parc de Belleville (mineurs isolés)**.

Les témoignages sont accablants pour le fonctionnement des Institutions françaises.

Le **cousin d'El Hacen Diarra**, dont l'autopsie a révélé qu'il avait été étranglé, relate que 2 mois après les faits la Famille n'a aucune information sur le déroulement de l'Instruction et constate en revanche que les policiers meurtriers patrouillent, toujours armés, dans l'arrondissement même où ils ont tué un homme.

La **sœur de Djamel Bendjaballah**, mort écrasé volontairement par une voiture sous les yeux de sa fille, rappelle que 3 plaintes pour injures racistes ont été déposées par son frère à l'encontre du militant identitaire, xénophobe revendiqué, qui devait l'assassiner, plaintes toutes classées sans suite. Déficience judiciaire aux terribles conséquences. Elle nous informe qu'aujourd'hui la circonstance aggravante constituée par la motivation raciste de l'assassinat, largement étayée selon les éléments d'enquête disponibles, est aujourd'hui ignorée par la justice.

Fatou Dieng du **Réseau d'Entraide Vérité et Justice** revient sur les **statistiques concernant les morts provoquées par les violences policières**, avec un épouvantable constat : elles sont en augmentation, significativement, au cours des dernières années.

Le représentant des **Mineurs isolés** restitue la colère de ces jeunes dont les conditions de vie déplorables sont déterminées par un abandon, là aussi, par les Institutions concernées, de leur responsabilité : les besoins élémentaires (hébergement, scolarisation) faisant partie de la Protection de l'enfance ne sont pas assurés. L'hypocrisie de ceux, tels l'actuelle **Mairie de Paris**, qui les laissent à la merci de leurs persécuteurs (plusieurs d'entre eux ont fait illégalement l'objet d'OQTF), après avoir trahi leurs promesses, alimentent le légitime ressentiment des mineurs isolés.

Les résidents des foyers, eux, font état d'une intrusion récente de la police, transgressant les règles et la loi commune, dans les locaux qu'ils occupent, sans concertation avec leurs délégués.

Intervenant au nom de la **Libre Pensée**, je pose la question de la pérennité du cadre réuni dans la Conférence et pour la Manifestation du 14 mars. Celui-ci rompt en effet avec une période qui a vu les Collectifs issus de l'Immigration mener leur action de manière séparée (cf. interview d'**Anzoumane Sissoko** dans *la Raison* d'octobre).

La réponse d'**Anzoumane Sissoko**, qui étaye son propos par un rapide retour sur quelques

épisodes de l'histoire des luttes des Collectifs issus de l'Immigration dans les dernières décennies, tend à démontrer que la convergence dans l'action apparaît aujourd'hui comme une des conditions primordiales du renforcement des Mouvements de Défense contre le Racisme.

La Conférence de presse se conclut par un appel pour le 14 mars à la mobilisation et à l'organisation sur l'ensemble du territoire, partout où la conscience de la nécessité d'une résistance au Racisme et à la marche au Fascisme s'est fait jour, y compris dans les petites communes rurales supposées être acquises au **Rassemblement National**.

Pour visionner la Conférence de presse : <https://youtu.be/3ZWrx2zKq4>

Compte-rendu fait par **Bruno N'Diaye**, représentant *La Raison*, mensuel de la **Libre Pensée** à la Conférence de presse, sous la seule responsabilité de la **Fédération nationale de la Libre Pensée**